



Distr.
LIMITEE

E/ECA/LDCs.11/Exp.10/2
5 novembre 1990

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

PROGRAMME D'ACTION EN FAVEUR DES PMA POUR LES ANNEES 90 : SES
CONSEQUENCES POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET
LE DEVELOPPEMENT DANS LES PAYS AFRICAINS
LES MOINS AVANCES AU COURS DES ANNEES 90



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

PROJET DE PROGRAMME D'ACTION EN FAVORI DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET
DE L'ÉVALUATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT
LES MOINS AVANCÉS AU COURS DES ANNÉES 90

Dist.
Fin.
EAG/NDG.11/Exp.10/2
2 novembre 1990
FRANÇAIS
Original : anglais

I. INTRODUCTION

1. En septembre 1981, la première Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a adopté le "nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 dans les pays les moins avancés" (NPSA)¹. L'objectif principal du NPSA était de promouvoir les changements structurels nécessaires à l'accélération du processus de croissance et de développement dans les PMA et de permettre à ces pays d'assurer un niveau de vie minimum internationalement acceptable. Pour atteindre cet objectif, le NPSA prévoyait un taux de croissance du revenu national de 7,2% par an; de 4,2% dans la valeur ajoutée de l'agriculture et de 9% ou plus dans le secteur manufacturier. Les pays donateurs avaient été instamment priés de fournir des ressources financières supplémentaires adéquates pour soutenir le NPSA et de viser, en matière d'aide, l'objectif de 0,15% de leur PNB au titre de l'aide publique au développement (APD) en faveur des PMA dans les années 80.

2. En octobre 1985, une évaluation globale à mi-parcours du NPSA a été effectuée par le Groupe intergouvernemental de la CNUCED sur les PMA afin de déterminer le degré d'exécution du programme et d'élaborer des stratégies pour assurer la réalisation de ses objectifs. L'évaluation a conclu qu'à mi-chemin du programme ni les PMA, ni les bailleurs de fonds n'avaient même pas atteint les objectifs fondamentaux du NPSA et que la lenteur de sa mise en oeuvre compromettait la réalisation de l'objectif global de croissance durable et de développement. A sa quarante-deuxième session, l'Assemblée générale des Nations Unies sur la base des conclusions et recommandations de l'évaluation à mi-parcours, a décidé, dans sa résolution 42/177 du 11 décembre 1987 de convoquer la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

3. La deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA s'est tenue à Paris (France) du 3 au 14 septembre 1990 sous les auspices de la CNUCED. Conformément à son mandat, la Conférence s'est livrée à une évaluation globale du NPSA durant les années 80 et a adopté par consensus un programme d'action pour les PMA dans les années 90 comportant des politiques et des mesures aux niveaux national et international pour accélérer le développement dans les PMA durant les années 90 conformément à leurs objectifs nationaux, sociaux et économiques à long terme. Le présent document est la première tentative d'une analyse comparative du Programme d'action

¹ Nations Unies, Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Paris, 1-14 septembre 1981 (Publication des Nations Unies, No. de vente F 82.1.8). Le sigle NPSA sera employé dans le présent document à la place du titre complet du programme.

tel qu'adopté en rapport avec la position commune des PMA sur les questions dont la Conférence était saisie². Les implications des orientations politiques et des mesures arrêtées seront explorées dans le contexte des principaux défis auxquels font face les PMA d'Afrique dans les années 90, particulièrement en ce qui concerne le financement du développement nécessaire au redressement, à la croissance économique globale et aux perspectives de développement dans ces pays.

4. Lors de l'adoption en 1981 du NPSA, 21 pays africains étaient classés dans le groupe des PMA mais en 1990 ce nombre est passé à 29³ sur un total de 42, conséquence de l'impact négatif de la crise socio-économique traversée par les pays de la région durant les années 80. Les PMA d'Afrique sont structurellement les plus faibles et les plus vulnérables aussi bien aux chocs intérieurs qu'extérieurs. Malgré le NPSA, les PMA d'Afrique, à l'exception notable du Botswana, ont connu une baisse persistante de leur croissance économique et de leur développement durant toute la décennie passée⁴. Cela était en grande partie dû à un environnement économique extérieur défavorable et à une crise économique interne aggravée par la sécheresse qui a réduit la production agricole, la principale source de valeur ajoutée dans les PMA. En général, le taux de croissance réel du PIB réalisé par le Groupe en 1980-1989 était en moyenne de 1,9% par an, correspondant à une baisse du PIB par habitant de 0,9%. Cette tendance allait dans le sens contraire de l'objectif de croissance de 7,2% prévu par le NPSA pour les années 80. Le PIB moyen par habitant du Groupe est estimé à 232 dollars en 1988 contre 613 dollars pour l'ensemble de l'Afrique en développement.

5. La valeur ajoutée pour l'agriculture, la principale source de la production globale, n'a augmenté que de 2%, les ressources

² Les domaines généraux qui ont été examinés par les PMA eux-mêmes comme les questions les plus cruciales durant les négociations sont le Cadre politique et l'ajustement structurel; l'aide publique au développement; les mesures d'allègement de la dette et les questions relatives aux produits de base et à la promotion des exportations.

³ En juillet 1990, le Conseil économique et social a recommandé que l'Assemblée générale approuve l'admission du Libéria dans le groupe des PMA portant leur nombre à 29 pour l'Afrique. L'évaluation de la performance du groupe dans les années 80 ne comporte pas de données sur le Libéria.

⁴ Pour une étude complète par la CEA, qui faisait partie des documents pour la Conférence de Paris, voir: UN, the Substantial New Programme of Action for the 1980 for the Least Developed Countries: A Review of the Decade in Africa and Policy Issues in the 1990s. Contribution by the Economic Commission for Africa. "A/CONF.147/PC/3/Add.15 - T/B/AC.17/31/Add.15, 26 March, 1990.

vivrières par habitant chutant de 1,9%. Comme ce taux de croissance était inférieur à la croissance démographique annuelle moyenne qui était de 2,7%, la demande de vivres s'est intensifiée provoquant une famine généralisée dans un certain nombre de PMA d'Afrique durant les années 80. Le secteur manufacturier a enregistré un accroissement annuel moyen de la valeur ajoutée de 1,2%. Ces résultats sectoriels sont très en deçà des seuils de 4% et 9% respectivement prévus pour les années 80.

6. La baisse de la production agricole dans les années 80 résultant de conditions climatiques capricieuses et du faible niveau des investissements a entraîné une forte baisse des exportations des produits de base ce qui, combiné à l'accroissement des factures des importations de produits alimentaires et pétroliers, a augmenté le déficit qui passe de 5,2 milliards de dollars en 1980 à 6,2 milliards de dollars en 1988, provoquant une détérioration persistante du déficit de la balance des paiements. La chute des recettes d'exportation à un moment où il faut financer l'investissement intérieur a aggravé le problème de la dette. Le stock de la dette extérieure des PMA d'Afrique est passé de 18 milliards de dollars en 1980 à 46 milliards de dollars en 1988 tandis que l'ensemble des paiements au titre du service de la dette représentait en moyenne 4,6 % du PNB en 1988.

7. Concernant le soutien international, il apparaît que les apports financiers nets totaux, en valeur réelle, de toutes origines en faveur des 28 PMA d'Afrique sont passés de 4,538 milliards de dollars en 1981 à 5,4 milliards de dollars en 1987 ce qui est sans rapport avec le niveau des flux de ressources extérieures escompté par ces pays en 1981. S'agissant de l'objectif en matière d'aide du NPSA, l'OCDE (qui fournit plus de 80% des ressources extérieures totales aux PMA d'Afrique) n'a réalisé en moyenne que 0,09%, loin en deçà de l'objectif du NPSA de 0,15% du PNB des pays donateurs au titre de l'APD aux PMA. L'insuffisance du soutien financier aux programmes d'ajustement structurel et aux plans à moyen terme des PMA d'Afrique dans les années 80 est l'un des facteurs principaux expliquant la non-réalisation des objectifs du NPSA dans les PMA d'Afrique.

II. PROGRAMME D'ACTION POUR LES PMA DANS LES ANNEES 90

8. Le Programme d'action pour les PMA dans les années 90 a été adopté par consensus par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA, le 14 septembre 1990. Le Programme proprement dit tourne autour de quatre principes cardinaux qui constituent la base d'actions se renforçant mutuellement de la part des PMA et de leurs partenaires dans le développement. Le partenariat renforcé et la responsabilité partagée incorporés dans les principes sont considérés comme nécessaires à la création d'un environnement

propice pour relancer et soutenir la croissance économique et le développement dans les PMA dans les années 90.

9. Avant la deuxième Conférence des Nations Unies sur les PMA, un intense travail préparatoire a été mené par les PMA et les bailleurs de fonds pour assurer que le nouveau programme prévoit des directives et des mesures de politique générale efficaces afin de répondre aux problèmes et aux besoins des PMA dans un environnement économique international évoluant rapidement. Dans le cadre de ce travail, la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés a adopté en avril 1989 une "Déclaration"⁵, sur toutes les questions devant figurer à l'ordre du jour de la Conférence, et en février 1990, tous les PMA se sont réunis à Dhaka (Bangladesh) pour examiner l'ordre du jour de la Conférence et arrêter une position commune. La Déclaration de Dhaka⁶, les propositions de la CNUCED⁷, la contribution des PMA, les recommandations de la réunion donateurs/experts des PMA tenue à Genève en mai 1989, les contributions des institutions et des organismes des Nations Unies et d'autres réunions préparatoires d'experts sur les questions de politiques ont constitué la base du travail de la septième session du Groupe intergouvernemental de la CNUCED sur les PMA qui a finalement établi le projet de programme soumis à la Conférence de Paris.

II.1. Cadre de politique générale macro-économique et ajustement structurel

10. Dans les années 80 aucun changement structurel n'a eu lieu dans les PMA d'Afrique conformément aux objectifs du NPSA. Les déséquilibres persistants de la balance des paiements dans la plupart des PMA d'Afrique ont obligé les gouvernements de ces pays à différer les investissements requis en vue de la transformation au profit de mesures à court terme de stabilisation et d'ajustement structurel afin de corriger les déséquilibres extérieurs. Les réponses en matière de politiques contenues dans les programmes d'ajustement classiques conclus avec le FMI dans les années 80 n'ont cependant pas réussi à rétablir la stabilité des paiements extérieurs et à provoquer le redressement et la transformation

⁵ CEA, Déclaration de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés chargée de préparer la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, adoptée à sa neuvième réunion, Addis-Abeba, 4-5 avril 1989.

⁶ Nations Unies, Déclaration des ministres des pays les moins avancés - A/Conf.147/PC/6 du 6 mars 1990.

⁷ Elements for a Programme of Action for the 1990s for the Least Developed Countries - Note prepared by the UNCTAD Secretariat - A/CONF.147/PC/5 - TD/B/AC.17/33 - 1 February 1990.

nécessaires des économies des PMA d'Afrique appliquant l'ajustement.

11. Le Programme d'action pour les PMA dans les années 90 reconnaît de façon explicite les caractéristiques uniques et particulières des PMA, notamment leur vulnérabilité structurelle. Par ailleurs, les expériences tentées pendant les années 80 ont fait que, sur le plan international, on est plus conscient des inconvénients et de l'inefficacité des programmes d'ajustement structurel classiques pour les économies vulnérables et structurellement faibles des PMA africains. C'est pourquoi on commence à considérer sous un nouvel angle les méthodes d'action permettant de corriger les déséquilibres des comptes extérieurs et du budget et de limiter les dégâts causés par les programmes d'ajustement classiques en Afrique sub-saharienne. Le Programme réaffirme que les politiques et mesures, notamment celles qui sont négociées avec le FMI et la Banque mondiale, devraient être axées sur les nécessités fondamentales de la transformation des PMA et viser à accélérer leur croissance et leur développement à long terme. En outre, il recommande que "les critères de performance appliqués aux PMA par les institutions multilatérales de prêt soient constamment adaptés aux situations particulières de ces pays et accordent la priorité à leur objectif le plus essentiel des PMA.

12. Les ministres africains chargés du développement, de la planification économique et des finances, sur les conseils de la CEA, ont adopté le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation économiques (CARPAS)⁸, en 1989. Dans l'optique du CARPAS, l'ajustement structurel est un processus continu qui lie les mesures à court terme de stabilisation et d'ajustement aux objectifs à long terme de la croissance et du développement, et enfin, à la transformation.

13. Bien que les PMA soient les premiers responsables de la conception et de l'application de mesures concrètes et de réformes, l'aide financière extérieure qui leur permettrait de mettre en place des cadres d'action sur le plan macro-économique pour les années 90, en particulier de programmes d'ajustement structurel, variera suivant que les grandes orientations qu'ils choisiront auront ou non la faveur du FMI et de la Banque mondiale. Pour bénéficier d'une aide, le pays intéressé devra être un pays "coopératif" jouissant d'une évaluation de solvabilité satisfaisante et répondant aux conditions voulues pour utiliser

⁸ CEA : Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation économiques. E/ECA/CM.15/6/Rev. 3, avril 1989.

l'argent du FMI et de la Banque mondiale. Il lui faudra aussi présenter son dossier des droits de l'homme et des réformes politiques en vue d'une démocratisation et pour obliger les pouvoirs publics à rendre des comptes. Or, soumettre la prestation d'aide à des conditions draconiennes, dont des critères de performance très stricts, suppose que l'on fasse fi du Programme qui reconnaît le caractère particulier de la situation des PMA. De surcroît, on accentue ainsi la nature incertaine de l'aide financière aux programmes de développement, alors que cette incertitude a été une cause décisive des échecs et des conséquences catastrophiques des programmes d'ajustement structurel classiques entrepris dans les années 80.

II.2 Financement de la croissance et du développement

14. Ce volet du Programme a fait l'objet de négociations ardues lors de la Conférence de Paris et la conclusion à laquelle on a abouti par consensus, concernant en particulier l'Aide publique au développement (APD), la dette extérieure et les questions liées aux produits de base - telles que la stabilisation des cours des produits primaires et les mécanismes de financement compensatoire des déficits des recettes d'exportation - était loin de répondre aux espoirs des PMA. Comme pour le Nouveau Programme substantiel d'action, des divergences de points de vue entre donateurs sont apparues, surtout pour ce qui est des objectifs de l'APD, ce qui a mené à une "ambiguïté constructive" des termes du Programme pour les questions portant spécifiquement sur le financement du développement des PMA. Voilà qui compromet les chances de voir au cours de cette décennie l'aide extérieure dépasser l'aide accordée pendant les années 80 dans le cadre du Nouveau Programme substantiel d'action.

Aide publique au développement

15. Les PMA africains constituent le groupe le plus dépendant à l'égard de l'aide extérieure parmi les pays en développement. Etant donné l'ampleur de leurs besoins pour leur développement et les moyens dérisoires dont ils disposent pour créer sans aide des excédents qu'ils pourraient investir, ils resteront, au cours des années 90, fortement tributaires des capitaux extérieurs. Le Programme recommande de dégager en leur faveur des fonds suffisants et de les affecter de façon rationnelle en tenant compte de leurs priorités et de leurs besoins particuliers. En se fondant sur les projections établies par la CNUCED des besoins en capitaux des PMA pendant les années 90, ceux-ci ont proposé pour objectif 0,20% du PNB des pays donateurs d'ici l'an 2000. Cet objectif a donné lieu à des divergences de vues parmi les principaux donateurs, surtout en ce qui concerne les modalités pratiques des paiements.

16. Comme au cours de la décennie précédente, ces divergences de vues ajoutent beaucoup au caractère aléatoire de l'aide pour les années 90 et l'incertitude est encore plus grande si l'on considère les besoins en financement créés par la restructuration économique de l'Europe de l'Est et l'incidence financière de la crise du Golfe qui, vraisemblablement, compliquera la consolidation de la situation financière. C'est pourquoi, en ce qui concerne le financement global du développement, on s'attend à ce que les années 90 soient marquées par un climat différent, difficile et certainement par une concurrence plus acharnée compte tenu de l'insuffisance de l'épargne au niveau mondial. On prévoit que, dans le meilleur des cas, l'APD ne progressera que modérément en termes réels. Les expériences tentées par les banques commerciales pendant les années 80 se soldent pour les PMA par un aléa supplémentaire en ce sens que ces institutions ne consentiront plus de prêts à la même échelle que pendant les années 70 et au début des années 80. S'agissant des capitaux de source privée, les économies des PMA africains sont considérées comme précaires et ces pays ne peuvent pas soutenir la concurrence sur les marchés pour l'obtention d'investissements directs et de prises de participation. Ces handicaps renforcent donc la dépendance des PMA africains vis-à-vis de l'Aide publique au développement (APD).

17. Les perspectives financières sont donc incertaines et c'est pourquoi une donnée de référence, à savoir le montant de l'aide fixé comme objectif, constituerait un outil indispensable qui permettrait aux gouvernements des PMA africains de prévoir l'importance des apports financiers extérieurs, donc d'instituer une planification et de faire allouer les fonds reçus au titre de l'aide à des domaines prioritaires. Sans cet outil, ces pays reviendront une fois de plus à la gestion au jour le jour de l'aide au développement, comme pendant les années 80. Bien entendu, l'incidence de l'aide extérieure sur le développement serait amoindrie et la réalisation de l'objectif du Programme, qui est la relance et un maintien soutenu de la croissance économique et du développement dans les PMA au cours des années 90, serait sévèrement compromise.

Dettes extérieures

18. L'ampleur de l'encours de la dette extérieure des PMA africains et de leurs obligations au titre du service de la dette a constitué le principal obstacle au redressement économique au cours des années 80. L'encours de la dette a presque triplé, passant de 18 milliards de dollars en 1980 à 46 milliards de dollars en 1988, le service réel de la dette absorbant en moyenne 24,3 % des recettes d'exportation. Selon la Banque mondiale, on compte 17 PMA africains parmi les pays les plus lourdement endettés du monde.

19. Les pays créanciers de l'OCDE appliquent actuellement des mesures d'allègement de la dette en faveur des PMA africains conformément à la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED et aux options proposées à Toronto⁹, notamment l'annulation de la dette par les principaux créanciers. A la fin de 1989, 12 pays africains les moins avancés¹⁰ avaient rééchelonné leurs dettes publiques dans le cadre des conditions de liquidités à court terme, ces rééchelonnements ont contribué à accroître la dette bilatérale par la capitalisation des intérêts. En fait, le nombre restreint des PMA d'Afrique qui ont bénéficié de ces arrangements dénote le caractère inadéquat des conditions offertes à Toronto eu égard à l'importance limitée de l'allègement, aux brèves périodes de consolidation et aux critères à réunir.

20. Un autre élément critique du fardeau de la dette extérieure des PMA africains est qu'une forte proportion du volume total de la dette se compose d'obligations dues au FMI, à la Banque mondiale et aux institutions régionales de développement et de financement, de dettes publiques bilatérales sortant du cadre temporel du réaménagement du Club de Paris et de celles non couvertes par le Club (c'est-à-dire dues à l'OPEP, à l'URSS et à l'Europe orientale), ainsi que de la dette commerciale; et la totalité de ces dettes ne sauraient être rééchelonnées. Partant, en dépit de leur situation critique en matière de ressources, bon nombre de pays les moins avancés d'Afrique se sont trouvés dans l'obligation de rechercher de nouveaux prêts afin de consolider les arriérés dus au Fonds et à la Banque en vue de restaurer leur crédibilité et de pouvoir prétendre à un financement d'autres sources. La consolidation de la dette a toutefois accru la dette totale des PMA africains; elle a compromis leur capacité future de service de la dette et aggravé les déficits de la balance des paiements et les déficits budgétaires; autant de facteurs qui ont sérieusement réduit leur capacité à financer des investissements aux fins de transformation.

⁹ En juin 1988, le Sommet de Toronto des sept pays les plus industrialisés du monde a offert aux pays africains à faible revenu une période de franchise de 14 ans pour la dette à des conditions de faveur et une autre condition s'appliquant à la dette non à des conditions de faveur, sur la base de ce qui est connu sous le nom des options de la liste de Toronto (3 options différentes d'allègement de la dette à décider par les pays créanciers).

¹⁰ Bénin, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Tchad et Togo.

21. C'est sur cette toile de fond que, dans sa déclaration de mai 1990¹¹, la Conférence des ministres des PMA africains a fait appel à l'ensemble des créanciers, en particulier à ceux de l'OCDE - auxquels les PMA africains doivent le gros de leurs dettes, afin qu'ils envisagent sérieusement d'annuler totalement leurs dettes. Les ministres ont considéré cette approche comme étant l'option la plus viable pour restaurer la capacité de financement des PMA africains nécessaire pour relancer et poursuivre la croissance économique et le développement dans les années 90.

22. Le Programme d'action n'a proposé pour les PMA en tant que tels aucune nouvelle stratégie d'allègement de la dette acceptable sur le plan international. Pour l'APD et les autres dettes publiques de source bilatérale, les créanciers sont exhortés à appliquer la résolution 165 (S-IX) du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED et le Club de Paris à appliquer les conditions de Toronto, au cas par cas, aux PMA sollicitant un réaménagement de leurs dettes publiques. Le caractère inadéquat des conditions de Toronto a incité les principaux créanciers eux-mêmes à adopter de nouvelles initiatives. Les "conditions de Trinité" telles qu'elles sont proposées par le Royaume-Uni visaient à remplacer les trois options de Toronto par une combinaison unique de mesures d'allègement qui considérerait le volume total de la dette concernée d'un débiteur dans une opération unique à long terme. L'allègement est appliqué aux deux tiers de la dette concernée au lieu d'un tiers selon les conditions de Toronto. La proposition envisage en outre un réaménagement unique du tiers restant à des taux de faveur sur 25 ans au lieu des deux autres options de réaménagement de Toronto proposant 14 ans à des taux de faveur ou 25 ans aux taux actuellement en vigueur. Bien que cette proposition prolonge la période de consolidation et accroisse l'allègement, elle n'a pas pour autant une portée plus grande pour ce qui est de la "dette concernée"¹².

23. S'agissant de la dette multilatérale, le Programme a dû faire une entorse aux procédures établies en raison de la résistance des principaux pays membres de l'OCDE/CAD membres du FMI et de la Banque mondiale. Les organismes de prêt multilatéraux ne sont tenus que de faire preuve de souplesse lorsqu'ils considèrent les

¹¹ Déclaration de la dixième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés sur le projet de programme d'action en faveur des PMA durant les années 90 pour la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, E/ECA/CM.16/35, Annexe 1, mai 1990. La Déclaration a été publiée à la Conférence de Paris dans le document A/CONF.147/L.3 du 13 août 1990.

¹² Africa Recovery, July-September 1990 Vol.4 No.22 - Meeting of Commonwealth Finance Ministers, Trinidad - September 1990.

besoins en matière d'allégement de la dette des PMA dans le cadre de leurs propres programmes de réduction de la dette. Quant à la dette commerciale, les banques sont "encouragées" à prendre en considération la Facilité de réduction de la dette de la Banque mondiale et des mécanismes similaires, notamment les plans de rachat et de conversion de la dette. Ces aspects referment (ainsi le "cercle vicieux de la conditionnalité" parce qu'après avoir réussi à réduire la possibilité d'accès des pays débiteurs à elles, les banques commerciales répugnent de plus en plus dans les années 90 à fournir de l'argent frais, en particulier aux emprunteurs lourdement endettés et constituant de gros risques tels que les PMA en Afrique, si ses lignes de crédit n'ont pas l'aval du FMI.

24. Il est d'une importance capitale que de nouvelles initiatives soient envisagées sur la dette multilatérale, notamment des plans de bonification d'intérêts, avec le soutien total des donateurs bilatéraux, ce afin d'alléger le service de la dette des PMA envers le FMI et la Banque mondiale, sans compromettre la viabilité financière de ces institutions multilatérales. Ceci revêt une importance particulière pour les PMA africains étant donné que la majeure partie des courants d'aide extérieure provenant de l'OCDE est expressément conditionnée à l'approbation du Fonds et de la Banque. Les donateurs autant que les organismes multilatéraux de prêt devraient reconnaître les circonstances particulières des PMA africains, notamment leur vulnérabilité structurelle, et concevoir des mesures spéciales supplémentaires propres à accroître leur accès aux plans d'allégement de la dette afin que des ressources suffisantes soient disponibles pour le financement des investissements dans les années 90. Les conditions à remplir pour bénéficier d'une réduction de la dette devraient partir d'une approche prospective qui reconnaît la complexité des difficultés éprouvées à réaliser la stabilité et la croissance dans les PMA en Afrique, ainsi que la mesure dans laquelle l'allégement de la dette peut contribuer à l'ajustement des finances publiques et à la gestion macro-économique globale des fragiles économies des PMA de la région.

Produits de base et questions commerciales connexes

25. Dans ces domaines le nouveau Programme met l'accent sur la diversification, l'accès aux marchés et le financement compensatoire de la baisse des recettes d'exportation. Il est escompté qu'une plus grande diversité des exportations renforcera l'économie intérieure, tout en rendant plus stables et prévisibles les recettes d'exportation. Le problème de l'accès aux marchés est confié aux négociations commerciales multilatérales d'Uruguay dans le cadre du GATT tandis que la question du financement compensatoire des manques à gagner dans les exportations relève du FMI dans le cadre de la relativement nouvelle Facilité de financement compensatoire et de financement pour imprévus. De

même, le STABEX de la CEE et le "Programme de Suisse" sont considérés comme des modèles appropriés que d'autres pays développés devraient suivre dans le cadre de la baisse des recettes d'exportation des PMA.

26. Les économies des PMA africains sont des économies tributaires des produits primaires et la nécessité de la diversification des exportations se conçoit pour renforcer leur capacité de gain de devises. La diversification devrait toutefois être accompagnée d'un accès accru des exportations des PMA aux marchés des pays industrialisés, en particulier à ceux des pays de l'OCDE, ce facteur étant une condition sine qua non du renforcement, de la promotion et du maintien de cette capacité d'exportation des PMA. A l'heure actuelle, les mesures protectionnistes et les énormes subventions agricoles versées par les pays occidentaux et estimées à 250 milliards de dollars des Etats-Unis¹³ par an représentent des obstacles aux efforts que déploient les PMA pour diversifier l'éventail de leurs exportations et tirer profit des débouchés commerciaux. Les difficultés tenant à la réduction des subventions agricoles, en particulier des subventions à l'exportation qui constituent la forme de soutien agricole la plus dommageable au commerce, dénotent de sombres perspectives pour tout changement radical de politique dans les pays occidentaux à court terme.

27. La Facilité de financement compensatoire et de financement pour imprévus du FMI vise à aider les bénéficiaires à soutenir l'élan de l'ajustement face aux incertitudes qui planent sur l'environnement économique extérieur, tout en fournissant un financement compensatoire pour la baisse des recettes d'exportation. Depuis sa création, en août 1988, aucun PMA n'a effectué de tirage au titre de son volet financement compensatoire. Les dures conditions et les délais de remboursement rigides allant de trois à cinq ans de cette Facilité sont semblables à ceux des tranches supérieures de crédit du Fonds, ce qui fait que les PMA ne peuvent y recourir que dans des circonstances exceptionnelles. Si l'on veut que les PMA, en particulier ceux d'Afrique, aient un plus grand accès à la Facilité, il faudrait impérativement la modifier dans le sens de l'ancienne Facilité de financement compensatoire pour en faire une source de financement à court terme relativement automatique et aux conditions souples, ainsi que pour réajuster ses quotas, son coût et ses conditions de remboursement.

II.3 Éléments des stratégies sectorielles

28. Il n'y a relativement pas eu de désaccord de fond au cours des négociations concernant des secteurs importants comme l'agriculture, l'industrie, l'enseignement, la santé, la population, la science et la technique, l'infrastructure (institutionnelle, économique et sociale), etc. Contrairement au NPSA toutefois, le nouveau Programme ne prévoit pas d'objectifs de croissance sectoriels spécifiques. Elle donne toutefois la priorité des priorités à l'agriculture, en recommandant fortement un changement délibéré de politique afin d'accroître l'autosuffisance alimentaire. L'aide alimentaire devrait en règle générale constituer une mesure transitoire lorsqu'il existe des pénuries réelles et un outil de développement pour soutenir des activités telles que le programme de "vivres pour du travail" et la protection des groupes vulnérables, en particulier en période d'ajustement.

29. En matière de développement des services industriels, de la base scientifique et technologique, l'accent porte sur trois objectifs importants : le relèvement, l'entretien et la modernisation des installations de production existantes; l'expansion de la capacité de production compte tenu des avantages comparatifs réels, des ressources disponibles et des perspectives sur les marchés intérieurs et extérieurs; et la diversification de la base de production. L'investissement dans les secteurs de production, en particulier dans l'agriculture, devrait être complété par des mesures visant à maintenir et à développer l'infrastructure, notamment les routes, les chemins de fer, les voies d'eau, les lignes aériennes, les systèmes de communication, les centres de santé, les établissements d'enseignement et les installations administratives.

30. En général, les mesures de politique générale et les stratégies pour les divers secteurs sont conformes aux objectifs fondamentaux et aux aspirations de développement à long terme des PMA en Afrique tels qu'ils figurent dans le Plan d'action de Lagos et le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS). Le problème fondamental demeure la pénurie critique de ressources. A cet égard, la communauté internationale, en particulier les institutions internationales spécialisées, notamment celles des Nations Unies, et les organismes d'aide bilatéraux devraient aider les PMA à renforcer leur capacité de concevoir des projets et de gérer efficacement des projets et programmes ainsi qu'aider à mobiliser les ressources financières et matérielles nécessaires pour satisfaire leurs besoins en matière d'investissement dans ces secteurs.

II. 4 Mécanismes de suivi et de contrôle

31. Le nouveau Programme d'action fait de mécanismes de suivi et de contrôle efficaces la clé de son succès. Ces arrangements doivent se renforcer mutuellement aux niveaux national, régional et mondial afin d'assurer la complémentarité et une coordination effective entre les PMA et leurs partenaires de développement. Dans le cadre du NPSA, les PMA africains ont établi des centres de liaison nationaux, d'habitude au sein des ministères de la planification et/ou des finances. Ces centres de liaison ont entrepris la réorganisation de la structure administrative dans les PMA tant pour la coordination interne que pour les consultations avec les donateurs.

32. Le Programme d'action réaffirme l'importance cruciale de ces arrangements et préconise leur renforcement dans les années 90, par la mise au point de compétences appropriées en formulation de programmes et projets ainsi que la conception de cadres de politique macro-économique, de même que l'expansion de leur capacité administrative par un soutien international adéquat. Les réunions de consultation nationales avec l'ensemble des donateurs doivent être convoquées une fois tous les deux ans afin d'imprimer et de maintenir un élan suffisant pour le développement et d'assurer une meilleure coordination de l'aide.

33. A l'échelle régionale, les commissions régionales doivent en principe jouer le rôle qui leur revient traditionnellement dans le suivi et le contrôle de l'exécution du Programme. Ce dernier stipule que les commissions régionales devraient organiser régulièrement des réunions par groupes, de préférence une fois tous les deux ans avec l'ensemble des pays concernés, "afin d'améliorer et de renforcer les arrangements de coopération existants aux niveaux régional et sous-régional".

34. Dans la région de la CEA, bien que l'ensemble des sous-régions disposent d'une forme ou d'une autre d'arrangement de coopération économique, le suivi et le contrôle à l'échelle régionale de l'exécution du nouveau Programme d'action en faveur des PMA se poursuivront dans le cadre des mécanismes existants de la structure intergouvernementale qui comprend le Comité intergouvernemental d'experts et la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés. L'expérience vécue dans les années 80 dans le cadre du NPSA oblige toutefois à repenser la fréquence des activités d'analyse et d'évaluation régionales (en particulier des réunions annuelles). Sur ce plan, le Comité intergouvernemental d'experts et la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés ont proposé que la CEA réexamine les mécanismes actuels de la structure intergouvernementale des PMA, en particulier s'agissant

des réunions annuelles de ces organes ¹⁴. Cette idée devrait être examinée au regard des propositions du Programme d'action figurant dans le paragraphe 33 ci-dessus sur la convocation des réunions par groupes.

35. Sur la base des propositions ci-dessus des ministres des PMA d'Afrique et des dispositions du nouveau Programme d'action, le secrétariat de la CEA a étudié les ramifications globales des mécanismes actuels de suivi de la région. Le secrétariat est d'avis que, pour nouer un dialogue plus significatif et plus constructif sur le nouveau Programme d'action et accorder assez de temps pour des recherches approfondies sur les questions de développement intéressant les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires d'Afrique, la périodicité des réunions des experts et des ministres des PMA doit être changée pour ne tenir ces réunions qu'une fois tous les deux ans, dans le contexte des "réunions par groupes" recommandées par le nouveau Programme d'action. Il est en outre envisagé de tenir les réunions des experts et des ministres des PMA en même temps que celles du Comité technique préparatoire plénier et de la Conférence des ministres de la CEA respectivement, ce afin de réduire le fardeau financier supplémentaire imposé aux délégations des PMA.

III. TACHES A ENTREPRENDRE POUR REALISER UNE CROISSANCE ET UN DEVELOPPEMENT AUTONOME DANS LES ANNEES 90

36. Les économies des PMA africains sont caractérisées par une interaction permicieuse de plusieurs facteurs, à savoir la pauvreté, le faible niveau de la productivité, l'étroitesse de la base de production, des relations intersectorielles faibles et des déficiences des infrastructures économiques et sociales de base, en particulier l'infrastructures physique, les capacités de recherche, le savoir-faire technologique et la mise en valeur des ressources humaines, autant de facteurs indispensables à la réalisation d'un développement économique intégré, dynamique et reposant sur une base large. Le défi fondamental qui se pose aux PMA africains dans les années 90 est de savoir comment instaurer un climat propice permettant d'atteindre un niveau de vie minimum acceptable sur le plan international et d'atténuer les effets néfastes de la pauvreté.

37. Dans ce contexte, l'élaboration de documents-cadres de politique générale et de programmes d'ajustement structurel sera crucial dans les années 90. Pour ce faire, on devra, dans le cas

¹⁴ Voir le rapport de la dixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (par. 36) dans le document E/ECA/LDCs.10/EXP.7 et le rapport de la onzième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés dans le document E/ECA/CM.16/35 du 15 mai 1990.

des PMA africains, se fonder sur le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS) ainsi que sur les objectifs de développement à plus long terme définis dans le Plan d'action de Lagos. Le durcissement des conditionnalités dans les politiques des principaux bailleurs de fonds est un facteur qui perturbe de manière considérable le partenariat dans le développement, en ce sens qu'il donne aux institutions multilatérales de prêt le rôle de dernier arbitre pour ce qui est des documents-cadres de politique générale et des programmes d'ajustement structurel des PMA. Cette situation pourrait compromettre les priorités, politiques et stratégies de développement de PMA telles que définies dans le Programme d'action en faveur des PMA au cours des années 90. A titre d'exemple, au 30 septembre 1990, huit PMA africains exécutaient des programmes d'ajustement structurel avec des ressources provenant de la Facilité d'ajustement structurel (FAS) du FMI et d'un montant de 185 290 000 DTS, tandis que sept avaient conclu des arrangements au titre de la facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) d'un montant de 723 340 000 DTS. En moyenne la période d'exécution de ces programmes va jusqu'en 1993. Le fait est que ces programmes, qui sont déjà en place, ne tiennent compte ni du CARPAS ni des nouvelles orientations des institutions multilatérales de financement elles-mêmes.

38. Les économies des PMA africains sont dominées par l'agriculture et dépendent d'un petit nombre de produits primaires pour plus de 80% des recettes d'exportation. Le principal défi qui se pose aux PMA dans ce domaine est de savoir comment favoriser le développement du secteur des produits de base afin d'obtenir les ressources nécessaires au développement et, plus généralement, d'optimiser la contribution de ce secteur à la croissance et à la transformation économiques. Comme corollaire à tout cela, les PMA africains sont également excessivement tributaires des facteurs de production extérieurs, ce qui les rend très vulnérables aux bouleversements extérieurs. Devant la baisse continue de leurs termes de l'échange causée par l'effondrement de la demande et des cours des produits primaires sur les marchés internationaux, force est de conclure que leur capacité d'importation sera réduite du fait de l'insuffisance des recettes d'exportation pour financer les importations, en particulier de biens d'équipement.

39. En application de la décision figurant au paragraphe 65 (e) de la résolution 43/27 de l'Assemblée générale en date du 18 novembre 1988 et portant sur l'examen à mi-parcours de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, le Secrétaire général de l'ONU a, en mars 1989, créé un groupe d'experts chargés d'entreprendre une évaluation approfondie de la question des produits de base africains et des problèmes liés au commerce et de

proposer des solutions. Le rapport du groupe d'experts¹⁵, pour controversé qu'il soit, contient plusieurs propositions très positives de mesures à prendre aux niveaux national, régional et international. Ces mesures vont de l'attitude que doivent nécessairement avoir les Etats africains à l'égard du secteur des produits de base, y compris une stratégie appropriée pour ce qui est des produits de base, aux mesures que doit prendre la communauté internationale dans des domaines telles que l'accès aux marchés, le financement compensatoire et les ressources supplémentaires pour appuyer le secteur des produits de base.

40. Tout en reconnaissant que les recommandations des experts constituent un point de départ, l'OUA, s'appuyant sur les directives et les stratégies contenues dans le Plan d'action de Lagos et dans le CARPAS, a défini les objectifs suivants concernant les secteurs de produits de base en Afrique¹⁶ :

- a) Optimiser les recettes provenant des exportations de produits de base, de la transformation, du transport, de la commercialisation et de la distribution de ces produits en vue de faciliter le processus de transformation structurelle des économies des pays africains et d'honorer les obligations liées au service de la dette;
- b) Améliorer l'efficacité du processus de production et de commercialisation des produits de base en vue de permettre à ce secteur d'offrir des possibilités d'emplois rémunérateurs et de contribuer à l'augmentation des recettes publiques;
- c) Veiller à ce que le secteur des produits de base, y compris la production de matières premières agricoles, des minéraux, des minerais et des carburants, fournisse les intrants industriels et intermédiaires nécessaires au secteur industriel et contribue à la satisfaction des besoins alimentaires de l'Afrique;
- d) Réduire, grâce à l'accélération du processus de diversification et de transformation structurelle, la dépendance excessive des pays africains à

¹⁵ OUA, réaction de l'Afrique au rapport "Les problèmes des produits de base africains : vers une solution", Doc. COM/PLEN.3/Rev.1 (II), août 1990.

¹⁶ UN, Africa's Commodity Problems : Towards a Solution - A report by United Nations Secretary General's Expert Group on Africa's Commodity Problems - UNCTAD/EDM/AFF/1.

l'égard des produits de base, tout particulièrement en ce qui concerne les économies tributaires d'un seul produit de base, compte tenu de l'incertitude qui pèse sur l'avenir de ces produits;

e) S'assurer des ressources financières suffisantes, ainsi que l'accès aux technologies et aux marchés pour réaliser les diversifications horizontales et verticales nécessaires;

f) Accroître la sécurité alimentaire et assurer l'autosuffisance alimentaire au niveau régional.

41. Tout aussi importantes pour le secteur des produits de base des PMA africains sont la stabilisation des prix et des activités de transformation plus poussée au niveau local en vue de donner une valeur ajoutée plus grande aux exportations de produits de base. Des efforts devraient être faits pour redynamiser les accords internationaux existants en matière de produits de base et améliorer leur fonctionnement. Les pays développés devraient éliminer les pratiques commerciales restrictives, les barrières douanières et non douanières qui pénalisent lourdement les exportations africaines de produits de base selon le degré de transformation.

42. Comme précédemment indiqué, les PMA africains sont, de tous les pays en développement, les plus fortement tributaires de l'aide. En 1988, 13 PMA africains ont reçu une APD équivalant à 20 à 30 % de leur PNB, onze ont reçu l'équivalent de 10 à 20 % de leur PNB, PNB et 4 ont reçu une APD se situant entre 5 et 10 % de leur PNB, contre une moyenne de 14,1 % pour l'ensemble des PMA et 1,3 % pour l'ensemble des pays en développement. Etant donné leurs graves problèmes de ressources et l'extrême faiblesse de leurs capacités de remboursement, les PMA africains auront besoin au cours des années 90 de plus de financements à des conditions de faveur et, en particulier, de dons. L'expérience des années 80 indique un consensus général chez les bailleurs de fonds quant à la nécessité d'accorder au PMA une aide essentiellement sous la forme de dons. Certains donateurs comme la France et la République fédérale d'Allemagne préfèrent dorénavant des programmes comportant uniquement des dons. Les principaux bailleurs de fonds devraient sérieusement envisager d'en faire de même au cours des années 90, en particulier au profit des PMA africains.

43. La majorité des PMA africains n'ont pas pu rétablir leur viabilité extérieure, essentiellement à cause du problème de la dette, tandis que certains pays (Libéria, Sierra Leone, Somalie et Soudan) ont des retards pour ce qui est de leurs obligations vis-à-vis du FMI, qui ne peut donc plus leur accorder de prêts. Il en résulte que le Fonds n'est pas en mesure d'appuyer les réformes

économiques et les programmes d'ajustement entrepris par ces PMA mauvais payeurs et que ceux-ci ne peuvent pas bénéficier de mesures d'allègement de la dette. Pour briser ce cercle vicieux caractérisé par des perturbations intérieures et des pénuries de ressources extérieures, le bon sens économique commande de ne pas refuser à ces pays des mesures d'allègement de la dette tout simplement parce qu'ils n'ont pas réussi à satisfaire aux critères de rendement dans le passé. En effet, ces pays ne peuvent obtenir de bons résultats sans des mesures adéquates d'allègement de la dette permettant de libérer les ressources nécessaires aux investissements.

44. Les PMA africains sont écologiquement fragiles et cette fragilité se manifeste par plusieurs facteurs liés : la dégradation de l'environnement, la sécheresse et ses séquelles et d'autres catastrophes naturelles. L'abus et la surexploitation des terres, la baisse de la fertilité des sols et l'érosion des sols se traduisent par une baisse de la productivité agricole. Les experts sont d'avis que la sécheresse pourrait survenir tous les trois ans au cours de la décennie et, selon une enquête réalisée dans des PMA d'Afrique de l'Ouest tels que le Burkina Faso, le Mali et le Niger, la pluviométrie moyenne a considérablement baissé au cours des 15 dernières années si on la compare à la période 1934-1984.

45. Parmi les PMA africains, onze sont sans littoral et quatre sont insulaires. Leur population est relativement faible : sept pays comptent moins d'un million d'habitants et 14 moins de 5 millions. Selon les estimations récentes, le taux d'accroissement de la population des PMA africains tournera autour de 3 % au cours des années 70, soit une population totale de plus de 300 millions à la fin de la décennie contre 206 millions au milieu de l'année 1988. Les soucis que cause cette démographie galopante sont essentiellement liés au fait qu'il y aura une pression sur la capacité des PMA africains à générer des ressources financières et matérielles suffisantes pour assurer une bonne mise en valeur des ressources humaines ainsi que l'exécution de programmes sociaux durables, y compris des services de santé et des logements, ainsi que l'élaboration d'activités génératrices d'emplois.

IV. PERSPECTIVES DE CROISSANCE ET DE DEVELOPPEMENT AU COURS DES ANNEES 90

46. S'appuyant sur les données et informations disponibles, la CEA, dans ses projections préliminaires pour les années 90, estime que le PIB des pays africains n'augmentera que de 0,6 % par an, ce qui correspond à un ralentissement du PIB par habitant de 2,4 % par an, passant de 214 dollars en 1990 à 173 dollars en l'an 2000. Le déficit d'épargne devrait se creuser, passant de 15 % du PIB en 1990 à 21,7 % en l'an 2000, ce qui entraînera une forte dépendance à l'égard de sources extérieures pour le financement des

investissements nationaux. Le taux de croissance de l'investissement est estimé à seulement 1,3 % par an, l'essentiel des investissements étant consacré à des activités de rénovation et de reconstruction, plutôt qu'à de nouveaux projets de production allant dans le sens des stratégies et des politiques d'ajustement structurel et de transformation axées sur la croissance.

47. Au niveau micro-économique, l'agriculture restera une force dominante dans la formation du PIB, avec une part moyenne de 40,8%. La valeur ajoutée de ce secteur devrait augmenter de 0,2 % par an. La part du secteur manufacturier dans le PIB devrait tourner entre 10 et 12 % et la valeur ajoutée du secteur manufacturier devrait augmenter modestement au taux moyen de 0,7 % par an au cours des années 90. Ces projections sont fondées sur un climat peu propice à l'investissement au cours des années 90, qui sera caractérisé par l'incapacité des gouvernements des PMA de financer des techniques de cultures modernes et d'assurer des mesures d'encouragement adéquates en particulier aux petits exploitants, notamment des facilités de crédit souples, ainsi que l'absence de matières premières importées pour approvisionner les industries et d'autres facteurs de production cruciaux pour redynamiser et soutenir la croissance dans les secteurs productifs clés de l'économie des PMA africains.

48. On estime que les exportations augmenteront de seulement 0,4% par an en raison de l'effondrement prévu des marchés internationaux des produits de base. La baisse des recettes d'exportation qui en résultera aura un effet négatif sur la capacité d'importation des PMA. On prévoit que les importations n'augmenteront que de 1,8 % par an au cours des années 90. Selon ce scénario, les priorités nationales en matière d'importation porteront sur les biens de consommation de base plutôt que sur les biens intermédiaires et les biens d'équipement nécessaires à l'investissement à des fins de transformation. Les incidences de la crise du Golfe n'ont pas encore été examinées en profondeur mais, étant donné l'entière dépendance des PMA africains à l'égard du pétrole importé comme principale source d'énergie (aucun PMA africain n'est producteur de pétrole), une part importante des maigres ressources pouvant être investies seront détournées pour financer les importations de pétrole.

49. La chute des cours des principaux produits d'exportation des PMA africains au cours des années 90 va aggraver l'endettement extérieur. Les dépenses publiques des PMA dépendront encore de recettes d'exportation incertaines, ce qui obligera à recourir à l'endettement extérieur pour maintenir un niveau minimum d'investissement et de consommation intérieure. Etant donné la faiblesse du taux d'épargne intérieur des PMA, ceux-ci auront recours au financement extérieur à long terme pour procéder aux investissements de développement nécessaires à la réalisation des

objectifs de transformation. Du fait de cette situation, il sera extrêmement difficile pour les PMA africains de surmonter leurs problèmes d'endettement à court et moyen terme car l'expansion de leurs capacités de production sera compromise par la rigidité structurelle de leur économie.

50. S'agissant des mesures de soutien internationales, en particulier l'aide publique au développement (APD), les négociations de la Conférence de Paris ont clairement montré que les partenaires dans le développement des PMA étaient fatigués d'investir dans des économies à régression continue. Les apports d'aide, qu'ils soient évalués dans le contexte de mesures additionnelles aux conditions préalables à l'aide extérieure ou d'après la révision à la baisse des budgets de l'aide, ne devraient pas être très différents des niveaux atteints au cours des années 80. Etant donné le ralentissement de la croissance prévu dans les pays de l'OCDE, en particulier au cours de la première partie des années 90, et les problèmes financiers que ne manquera pas de créer la crise du Golfe, l'aide extérieure en général devrait être fortement réduite. Selon les estimations préliminaires de la CEA, une progression annuelle estimative de 4,5 % des apports d'aide à des conditions de faveur de l'OCDE vers les PMA africains se traduira par des apports annuels d'environ 11,6 milliards de dollars, soit seulement 44,2 dollars par habitant si l'on tient compte d'un taux d'accroissement annuel de la population de 3 % pour les PMA africains au cours de la période 1990-2000.

V. CONCLUSION

51. Le Programme d'action en faveur des PMA pour les années 90 est un document de consensus issu d'une série de compromis entre les PMA et leurs partenaires dans le développement. Les ministres des PMA africains avaient souligné la nécessité d'intégrer dans le Programme d'action un ensemble de mesures à exécution immédiate (1991-1993) pour permettre aux pays de faire face à des situations d'urgence, de rénover et de reconstruire leurs économies. Dans leurs monographies nationales, les PMA africains ont également rappelé la nécessité de faire en sorte que de telles mesures soient appliquées pour résoudre des problèmes à court terme tels que les pénuries alimentaires et le manque de devises pour importer des facteurs de production cruciaux.

52. S'il est vrai que cet ensemble de mesures à exécution immédiate ne figure pas dans le programme, on a tenu compte des aspirations des PMA africains dans les différentes catégories de questions figurant dans le Programme d'action et on devrait s'efforcer de les satisfaire si l'on veut que le Programme soit mené à bien dans sa totalité. En tout état de cause, la réussite du Programme dépendra d'engagements mutuels et d'une détermination

à instaurer le climat propice au redressement, à la croissance économique et au développement autonome des PMA africains au cours des années 90.